

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 090 – 2013

Séance du : 22 octobre 2013  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président  
Ont assisté à la séance : 16 membres  
Absents excusés : 12 absents excusés dont 3 procurations  
Absent non excusé : /

### Présents :

Bernard BLENY, Robert CAHEN, Christelle CREFF-WALRAVENS, Bernard GOY, Estelle HENRIOT, Robert HERRMANN, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Philippe MAITREAU, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Anne-Pernelle RICHARDOT, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Darek SZUSTER, Yannick WEYNACHT.

### Pouvoirs :

Souad EL MAYSOUR donne pouvoir à Daniel PAYOT  
Michèle SEILER donne pouvoir à Anne-Pernelle RICHARDOT  
Emmanuel SEJOURNE donne pouvoir à Olivier PONCER

### Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Gérard BUQUET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Eléonore LABAUME, Sara MARGUIER, Denis RAMBAUD, Sophie ROHFRITSCH, Eric SCHULTZ, Michèle SEILER, Emmanuel SEJOURNE.

### 7ème point de l'ordre du jour : adhésion au profil d'acheteur mutualisé Alsace Marchés Publics.

#### Délibéré

Le Conseil  
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer la convention avec la Région Alsace jointe en annexe, visant à faire bénéficier la HEAR de la plateforme Alsace Marchés Publics jusqu'au 19 juillet 2015 à titre gratuit.

#### Vote

Votants : 19  
Pour : 19  
Contre : -  
Abstention : -

### Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 25. octobre 2013  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 25. octobre 2013 à 12. heures.

Le Président

Daniel PAYOT





# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 090 – 2013

Séance du : 22 octobre 2013  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président  
Ont assisté à la séance : 16 membres  
Absents excusés : 12 absents excusés dont 3 procurations  
Absent non excusé : /

### Présents :

Bernard BLENY, Robert CAHEN, Christelle CREFF-WALRAVENS, Bernard GOY, Estelle HENRIOT, Robert HERRMANN, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Philippe MAITREAU, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Anne-Pernelle RICHARDOT, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Darek SZUSTER, Yannick WEYNACHT.

### Pouvoirs :

Souad EL MAYSOUR donne pouvoir à Daniel PAYOT  
Michèle SEILER donne pouvoir à Anne-Pernelle RICHARDOT  
Emmanuel SEJOURNE donne pouvoir à Olivier PONCER

### Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Gérard BUQUET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Eléonore LABAUME, Sara MARGUIER, Denis RAMBAUD, Sophie ROHFRITSCH, Eric SCHULTZ, Michèle SEILER, Emmanuel SEJOURNE.

**7ème point de l'ordre du jour : adhésion au profil d'acheteur mutualisé Alsace Marchés Publics.**

### Délibéré

Le Conseil  
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer la convention avec la Région Alsace jointe en annexe, visant à faire bénéficier la HEAR de la plateforme Alsace Marchés Publics jusqu'au 19 juillet 2015 à titre gratuit.

### Vote

Votants : 19  
Pour : 19  
Contre : -  
Abstention : -

### Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 25. octobre 2013  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 25. octobre 2013 à 12. heures.



Le Président

Daniel PAYOT





# Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration  
n° 090- 2013 du 22 octobre 2013

**Objet : Adhésion au profil d'acheteur mutualisé Alsace Marchés Publics**

## Exposé des motifs

La plateforme de dématérialisation Alsace Marchés Publics constitue un profil d'acheteur mutualisé et géré par sept collectivités fondatrices que sont la Région Alsace, les Départements du Bas-Rhin et Haut-Rhin, la Ville et la Communauté d'agglomération de Mulhouse ainsi que la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg. La gestion de cette plateforme a été confiée à la Région Alsace.

Afin de moderniser l'achat public et de faciliter l'accès des entreprises à la commande publique, la plateforme mutualisée Alsace marchés publics vise à devenir la porte d'entrée unique à la commande publique des collectivités et établissements publics alsaciens et a, en parallèle, vocation à accroître le rayonnement de la commande publique alsacienne.

Cette plateforme offre toutes les fonctionnalités nécessaires à une dématérialisation simple et complète de l'ensemble des consultations. Elle permettra en outre à la HEAR d'élargir la publicité de ses consultations, d'accroître l'accessibilité des pièces qui y sont relatives et offrira aux entreprises candidates la possibilité de déposer leur offre sous forme électronique.

Elle est d'accès gratuit, au moins jusqu'à l'issue de la convention, fixée au 19 juillet 2015.

Aussi, il est proposé au Conseil que la HEAR adhère à cette plateforme et qu'il autorise le Président ou son représentant à signer la convention jointe en annexe.

## Délibéré

Le Conseil  
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer la convention avec la Région Alsace jointe en annexe, visant à faire bénéficier la HEAR de la plateforme Alsace Marchés Publics jusqu'au 19 juillet 2015 à titre gratuit.



# Alsace Marchés Publics

Plateforme mutualisée

REGION ALSACE  
1 Place Adrien Zeller  
B.P. 91006  
67070 STRASBOURG CEDEX

N° d'enregistrement :

**Objet de la convention :**

Modalités et conditions d'utilisation de la plate-forme mutualisée Alsace Marchés Publics.

## CONVENTION D'ADHESION

Nature de la convention :

Date de la convention :

Date de notification :

Nom et siège social ou cachet du contractant :

Haute Ecole des Arts du Rhin

1, rue de l'Académie  
67076 STRASBOURG CEDEX

Convention passée en exécution de la délibération n° 548-13 de la C.P.C.R. du 14 juin 2013

**Personne chargée du suivi du dossier à la Région :**

Direction des Finances – Service de la Commande Publique  
M. Vincent POINSIGNON – ☎ 03 88 15 68 61

**Ordonnateur :** Le Président du Conseil Régional

**Comptable :** Le Payeur Régional - 1 Place Adrien-Zeller  
67000 STRASBOURG - Tél. : 03 88 15 65 00

**REGION ALSACE**  
1 Place Adrien-Zeller  
BP 91006  
67070 STRASBOURG CEDEX  
Tél. : 03.88.15.68.67  
Fax : 03.88.15.69.28

## CONVENTION D'ADHESION

### ENTRE

La Région Alsace dont le siège est 1, Place Adrien-Zeller, à STRASBOURG, représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional d'Alsace dûment autorisé par la délibération n° 548-13 en date du 14 juin 2013, coordonateur du groupement de commande constitué en application de la délibération n° 838-09 du 10 juillet 2009,

d'une part,

### ET

La HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN, dont le siège est 1, rue de l'Académie, à STRASBOURG, représentée par Monsieur le Directeur,

Dénommé « l'adhérent »,

d'autre part,

**Il est convenu ce qui suit :**



## **ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION :**

La plate-forme de dématérialisation dénommée « Alsace Marchés Publics » constitue un profil d'acheteur mutualisé géré, en lien avec la société ATEXO, prestataire de services, par les sept collectivités fondatrices ci-dessous identifiées :

- Région Alsace,
  - Département du Bas-Rhin,
  - Département du Haut-Rhin,
  - Ville de Strasbourg,
  - Ville de Mulhouse,
  - Communauté Urbaine de Strasbourg,
  - Mulhouse Alsace Agglomération.
- La présente convention a pour objet de fixer le cadre d'utilisation de ce profil d'acheteur par toute nouvelle entité adhérente.

## **ARTICLE II – MANDAT CONFIE A LA REGION ALSACE :**

Les membres fondateurs figurant à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ont confié, par délibérations respectives de leurs assemblées délibérantes, à la Région Alsace, la compétence de signature de la présente convention.

Pour ce qui concerne les formalités d'adhésion, la Région Alsace sera l'unique interlocuteur du nouvel adhérent.

## **ARTICLE III – UTILISATION D'« ALSACE MARCHES PUBLICS » :**

### **3.1. Services disponibles.**

Les services disponibles sont décrits à l'article 2 de la charte d'utilisation annexée à la présente convention.

L'adhérent s'engage à limiter son intervention sur l'outil à l'utilisation des services sus-cités sans y apporter de modifications d'aucune sorte.

### **3.2. Modalités d'utilisation.**

La charte d'utilisation de l'outil, annexée à la présente convention, devra être scrupuleusement respectée. Son non respect pourra entraîner la suspension immédiate de l'utilisation des services offerts par l'intermédiaire de la présente convention et pourra avoir pour conséquence une exclusion définitive dans le cadre des dispositions de l'article 6.

En outre, en cas de préjudice subi par l'un des membres fondateurs, un autre adhérent, le prestataire de service ou un tiers du fait du non respect des règles édictées dans la charte d'utilisation, la responsabilité du signataire de la présente convention pourra être engagée.

### 3.3. Interlocuteurs.

En dehors des formalités d'adhésion telles que définies à l'article 2 de la présente convention, tout adhérent à la plate-forme s'adressera directement :

- Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ATEXO en utilisant exclusivement le numéro de hotline ;
- Pour toute autre question, selon le territoire d'implantation :
  - Territoire de la communauté urbaine de Strasbourg : Communauté urbaine de Strasbourg,
  - Territoire de Mulhouse Alsace Agglomération : Mulhouse Alsace Agglomération,
  - Territoire du Bas-Rhin (hors CUS) : Département du Bas-Rhin,
  - Territoire du Haut-Rhin (hors M2A) : Département du Haut-Rhin.
- Pour les établissements publics :
  - Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ATEXO en utilisant exclusivement le numéro de hotline ;
  - Pour toute autre question, le membre fondateur de rattachement (exemple : les lycées s'adresseront à la Région Alsace).

Pour les sessions de formation, celles-ci seront organisées par territoire. Tout adhérent en sera informé afin qu'il puisse s'inscrire.

### 3.4. Coût.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la présente convention sont utilisables à titre gratuit.

L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la présente convention.

La création d'une structure de portage dédiée de la plateforme ou la mise en œuvre de fonctionnalités nouvelles entraînant un coût pourra nécessiter le paiement, par le nouvel adhérent d'un droit d'utilisation. Si cela était le cas, la faculté d'utilisation ou tout autre droit sur des fonctionnalités nouvelles donnerait lieu à la signature d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE IV – EVOLUTIONS :**

Les adhérents n'auront aucun droit quant aux évolutions et au devenir de la plateforme, qui sont laissées à l'appréciation des membres fondateurs.



# Alsace Marchés Publics

Plateforme mutualisée

Les adhérents ne pourront en aucun cas contester auprès des membres du groupement les éventuelles évolutions de la plateforme ainsi que, le cas échéant, sa fermeture.

En cas d'évolutions entraînant des coûts supplémentaires pour les membres fondateurs, la présente convention pourra être résiliée sans indemnité d'aucune sorte dans les conditions définies à l'article 11.

## **ARTICLE V – CLAUSES D'ENTREE ET DE SORTIE :**

### **5.1. Clause d'entrée.**

La plateforme Alsace Marchés publics ne pourra être utilisée par l'adhérent qu'une fois que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Il appartient à l'adhérent d'effectuer, sous sa responsabilité, les vérifications nécessaires pour assurer la compatibilité technique de son système d'information avec l'outil. Il fournira l'ensemble des coordonnées nécessaires à la Région Alsace et notamment celle du contact qu'il aura préalablement identifié au sein de sa structure. L'adhérent est responsable de la gestion de ses procédures.

La Région Alsace délivrera au nouvel adhérent les indications nécessaires pour lui permettre d'accéder au profil d'acheteur « Alsace Marchés Publics » et notamment les codes et profil d'utilisateur.

### **5.2. Clause de sortie.**

Dans les hypothèses évoquées à l'article 11, la fin de la relation contractuelle entraîne la mise en œuvre des dispositions suivantes :

Dans l'hypothèse où une structure ne souhaite plus utiliser la plateforme, elle devra en référer au coordonnateur du groupement par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Dans le cas d'ouverture ou de fermeture de site et d'adresse électronique sur la plateforme pour les utilisateurs, la Région, en tant que coordonnateur, devra informer la société ATEXO, gestionnaire de la plateforme, afin que cette dernière fasse le nécessaire.

## **ARTICLE VI – CLAUSE D'EXCLUSION :**

En cas de non respect des dispositions de la présente convention ou des dispositions de la charte utilisateur annexée, l'adhérent encourt l'exclusion, laquelle entraîne sans délai l'impossibilité d'utiliser l'outil Alsace Marchés Publics.

La Région Alsace informera l'adhérent des motifs pour lesquels son exclusion pourra être prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'adhérent présentera par courrier ses remarques et observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier transmis par la Région Alsace.

Une décision définitive lui sera alors notifiée.

Si cette décision entraîne l'exclusion du membre, celui-ci bénéficiera du service de la plateforme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Cette exclusion n'entraîne le versement d'aucune indemnité d'aucune sorte de la part des membres fondateurs.

En cas de préjudice subi en raison des faits ayant entraîné l'exclusion du membre, ce dernier pourra voir sa responsabilité engagée.

## **ARTICLE VII – CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :**

En aucun cas, les membres fondateurs ne pourront voir leur responsabilité engagée pour un quelconque motif tiré de l'utilisation de la plateforme, et notamment :

- du fait d'un dysfonctionnement quelconque de cette dernière,
- du fait des documents, informations ou tous autres échanges intervenus du fait de l'utilisation de la plateforme par l'adhérent

Si un utilisateur constate un dysfonctionnement technique sur l'outil, il en informera directement la société ATEXO et préviendra, en parallèle, son contact tel qu'il a été défini par les dispositions de l'article 3.3.

## **ARTICLE VIII - MODIFICATION**

En cas d'acquisition de nouvelles fonctionnalités avant la fin de la présente convention entraînant un coût complémentaire pour les membres fondateurs, ceux-ci pourront proposer à l'adhérent un avenant à la présente convention ou la résiliation de celle-ci.

Cet avenant permettra de formaliser les nouvelles obligations liées à l'utilisation des fonctionnalités, ainsi que le coût supplémentaire qu'elles engendrent, le cas échéant.

Si les deux parties ne peuvent se mettre d'accord sur les nouvelles dispositions contractuelles consécutives aux évolutions techniques de l'outil, la présente convention sera résiliée sans que celle-ci puisse donner lieu au versement d'indemnité d'aucune sorte. Cette résiliation sera notifiée par courrier avec accusé de réception à l'adhérent.



Celui-ci bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

## **ARTICLE IX – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en application à sa date de notification. Le commencement d'utilisation de l'outil aura lieu selon les modalités fixées à l'article 4.1 de la présente convention.

En application des dispositions prévues à l'article 1.3 – Durée du marché au cahier des clauses administratives particulières du marché conclu avec la société ATEXO, la durée du marché est prévue jusqu'au 19 juillet 2015, période de reconduction comprise.

La présente convention d'adhésion prendra fin, en même temps que le marché, soit le 19 juillet 2015. A cette date, l'ensemble des obligations des parties et notamment la mise à disposition à titre gratuit de l'outil prendront fin.

## **ARTICLE X – CONTESTATIONS OU LITIGES :**

Les contestations ou litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

## **ARTICLE XI – CAS DE RESILIATION**

### **11.1. Résiliation pour une cause externe aux signataires de la convention.**

En cas de cause externe et notamment, de résiliation du marché liant la Région Alsace à la société ATEXO, la résiliation de la présente convention pourra être prononcée.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'effectuer l'archivage des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Aucune indemnité d'aucune sorte ne sera due.

### **11.2. Résiliation pour faute de l'adhérent ou à la demande de celui-ci.**

La présente convention pourra être résiliée pour faute de l'adhérent conformément aux stipulations de l'article 6 du présent contrat.

# Alsace Marchés Publics

Plateforme mutualisée

L'adhérent pourra aussi demander la résiliation de la présente convention pour tout autre motif. Dans ce cas, il devra adresser un courrier envoyé avec accusé de réception à la Région Alsace, au moins un mois avant la date de résiliation souhaitée.

## 11.3. Résiliation du fait de la Région Alsace.

Outre les cas prévus aux articles 6, 8 et 9, la Région Alsace peut résilier la présente convention pour quelque motif que ce soit, sans qu'aucune indemnité d'aucune sorte ne soit due.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Fait à STRASBOURG le

Pour la Région ALSACE,

Le Président

Pour l'adhérent,

